

La médiation interculturelle avec les Roms et les Gens du voyage'

Je remercie les organisateurs de cette rencontre parce qu'elle nous permet à nous « Voyageurs » – Gens du voyage – et aussi aux Roms, de nous exprimer directement sans « filtre ». Et ceci à la différence de ce qui se fait dans l'écrasante majorité des colloques, dans lesquels soit nous ne sommes pas invités, soit nous n'avons pas la parole (ou bien superficiellement). N'y a-t-il que les universitaires et/ou acteurs sociaux qui peuvent parler? Les concernés n'ont-ils rien à apporter et/ou n'ont pas de légitimité à parler dans ce type d'enceinte? Même s'il y a derrière nous 25 ans de colloques et congrès divers, j'espère que celui-ci ne se traduira pas seulement par le fait de se donner de bonnes tapes dans le dos et de se faire plaisir intellectuellement, mais débouchera sur des actions, ou pour le moins, sur l'engagement possible dans des plans d'action qui permettront à nos enfants demain de vivre un peu mieux; des actions qui leur permettront de prendre la route, de vivre leur(s) culture(s) comme eux l'entendent, parce que ce sont uniquement eux qui vont identifier leur culture et personne d'autres.



Si l'on veut comprendre nos identités, nos histoires, nos langues, il faut d'abord en admettre la diversité, accepter qu'il y en ait autant que d'individus. Généraliser n'est pas possible, pourtant ce serait plus pratique et tellement plus simple, même si parfois il semble y avoir un « tronc commun ». Les Tsiganes auraient « ce » point en commun, les Manouches seraient comme ci ou comme ça, les Gens du voyage auraient une certaine représentation des choses, etc. En réalité il ne faut pas rattacher une personne à son groupe d'appartenance réel ou supposé, mais à elle-même!

Que l'on me dise que mon nom ou prénom vient d'un nom manouche, ou que mes origines viennent d'Inde ou de Bretagne, c'est très bien, mais qu'on me laisse vivre ma culture, ma représentation de ma culture, comme on me l'a transmise, comme je la ressens. La culture n'est pas quelque chose de figé. Elle n'est pas contrainte à la seule histoire d'un groupe, mais elle est évolutive, elle

donne, elle prend, elle est en perpétuel changement. C'est ce qui va me permettre d'avancer, de me sentir « être » et transmettre à mon tour.

Je suis professionnellement responsable de formation au Centre interculturel de Nantes, qui est un centre de ressources régional. « Associativement », je suis administrateur de l'association des Gens du voyage Regards et de l'ADGVC 44 et présent également dans l'association des parents d'élèves. Si on me demandait de me définir, je serais bien en peine. Personnellement et « culturellement », qui suis-je ? Je suis 100 % français, 100 % manouche et 50 % mobile, ce qui fait bien un 250 %. Ce serait pire si on me demandait ce que je suis le plus ou le moins, puisque je suis tout ça à la fois. Je suis issu d'un mariage mixte entre deux communautés dites « tsiganes » : une sédentaire, l'autre du Voyage. Ce n'est effectivement pas simple, mais ça ne m'a pas valu pour autant de quelconques pathologies et je me sens très bien dans mon identité issue de métissage.

Je ne parlerai pas ici des fantasmes qui font toujours du bien à entendre et qui sont tellement « vendeurs ». En revanche je vais essayer de proposer quelques réflexions sur les relations entre la médiation interculturelle et une diversité de publics présents en France (rom, sinto, manouche, gitan). Publics essentiellement composés de personnes pauvres, très exclues, au même titre que les populations du tiers-monde et qui vivent dans des situations de précarité absolues et inacceptables.

Il n'est pas aisé de s'exprimer sur ce que peut être l'interculturalité. Nébuleuse, difficile à interpréter, à traduire et plus encore sur ce que peut être la médiation interculturelle, avec tout ce que cela sous-entend. On ne va pas faire le tour des exactions qui sont commises dans différents États de l'Union européenne et dans

le monde entier contre ses groupes. En France, ces exactions sont peut-être dues à de vieilles craintes vis-à-vis du baladin/étranger, de vieilles incompréhensions, de vieilles représentations (« envahisseurs, voleurs de poules, etc. »), mais elles sont renforcées par un manque d'information, de connaissance, de réelles rencontres et des amalgames cultivant des stéréotypes.

Dans la région nantaise, comme dans d'autres villes, il y a des choses qui sont mises en place mais il reste beaucoup à faire. On a tenté de réfléchir sur la médiation interculturelle de différentes manières. Il y a quatre médiateurs, ce qui est beaucoup sans doute, mais certainement pas assez. L'un d'eux intervient en direction des communautés roms, d'autres en direction des Gens du voyage. Pour certains cela paraissait suffisant et allait tout régler. D'autres ont simplement tenté d'acheter la « paix sociale » et de se dédouaner ainsi de toute responsabilité : « Regardez, on fait des choses pour eux ! » Mais on s'aperçoit que mettre en place des médiateurs ne suffit pas. De fait, il y a très peu de moyens, très peu de coordination dans les actions et finalement les médiateurs se fatiguent et se retrouvent souvent entre le marteau et l'enclume, devant des difficultés qui les mettent parfois, eux-mêmes, en danger.

Cela va jusqu'à exclure des familles roms d'une ville le lendemain d'un colloque mondial des droits de l'homme. Il faut le dire parce que ça existe. Peu importe le parti pris de ces villes et leur couleur politique, ce qui est sûr c'est que personne ne veut ni des Roms, ni des Gens du voyage, que ce soit des politiques de gauche ou de droite.

La question est donc la suivante : comment aujourd'hui la médiation interculturelle doit-elle être mise en place et dans quel but ?

LES OBJECTIFS DE LA MÉDIATION INTERCULTURELLE

Je pense que la médiation a pour objectif premier de faciliter l'accès aux droits ordinaires mais aussi de lutter contre les stéréotypes, les préjugés et les discriminations. Discriminations bien sûr entre *gadje* et Roms, parfois entre Roms et Roms, parfois entre Roms et Gens du voyage mais aussi entre Roms et *gadje*. Car il ne faut pas oublier qu'on a autant de représentations sur les *gadje* que les *gadje* en ont sur nous. Je pense donc qu'il y a le même travail à faire auprès de nos familles – je parle en tant que Manouche – et qu'il faut aussi de temps en temps mettre le holà sur les préjugés que nous portons. On est des hommes, avec nos

■ 1 Intervention prononcée lors du colloque « Roms d'Europe : Ruptures, accueils et scolarisations » des 1, 2 et 3 décembre 2008.

défauts et nos qualités et les représentations, dans nos familles, vont parfois bon train.

Un autre but est de faciliter l'inscription dans les territoires. On a beaucoup parlé de territorialité. Aujourd'hui un Rom qui est à Nantes, c'est un Nantais qui vient de Roumanie et qui est rom. Donc, à partir du moment où lui-même le désire, il faut faciliter son inscription dans le territoire. Il n'est pas forcément électeur, il n'a pas forcément une adresse, mais il est là, il faut le prendre comme tel et l'accompagner, rassurer les différentes parties et travailler sur les représentations.

Mais les représentations sont tenaces.

Les Gens du voyage, les Roms, comme bien d'autres personnes « visiblement différentes » ne menacent aucunement l'identité nationale ! Aujourd'hui, à Nantes, des Roms arrivent encore de Roumanie et la première chose que l'on fait est de leur donner des caravanes. On participe ainsi au maintien de cette représentation : « C'est tous les mêmes ! » Or, les Roms sont très surpris. Ils se disent : « Mais qu'est-ce qu'ils nous font là ? Pourquoi des caravanes, on n'en a pas besoin. » À l'inverse, il y a des Gens du voyage à qui on va proposer des lieux de vie absolument inadaptés, et cela parce qu'il y a amalgame. Le travail qu'on fait avec Florin, c'est de dire d'abord : « Attendez on va resituer les choses simplement. De quoi, de quoi, parle-t-on et que veulent-ils exactement ? Vous n'avez pas besoin de savoir forcément ce que ces gens mangent tous les jours, ou comment ils font des enfants. » C'est sûrement avec plein d'innocence que les gens posent ce type de questions, mais c'est vécu de façon très violente par les concernés. « On va seulement vous dire en gros qui ils sont et ce sera ensuite à vous, travailleurs sociaux, de déterminer avec eux ce dont ils ont besoin. » On tourne malheureusement trop souvent autour de la représentation historique et enfermante : « Vous, vous venez d'Inde, donc vous avez besoin de ceci ou de cela. » Or, Je suis désolé, mais si je suis un homme ou une femme, je n'ai pas exactement les mêmes besoins. Mon besoin, peut être que je veuille sortir un peu de mon entourage culturel et

familial. Mon problème actuel, il se peut que ce ne soit pas tant ma culture que la difficulté sociale grave que je rencontre à l'instant.

Il s'agit donc, quand on met en place une médiation interculturelle, de travailler sur des objectifs de fond. On a bien compris qu'il s'agira de développer une compréhension *mutuelle*, c'est-à-dire allant dans un sens autant que dans l'autre. L'objectif de cette « mutualisation », c'est de trouver des points, des temps, des espaces de communion où l'on puisse agir ensemble. Ce sont vraiment des *moments* où l'on va coproduire. Mais cette dimension est malheureusement trop souvent occultée. Met-on en place une médiation interculturelle pour insérer, pour inclure, pour absorber ? On coproduit à partir du moment où l'on cohabite. Co-construire, c'est partir d'un principe gagnant/gagnant, c'est-à-dire que personne, dans cette relation, n'impose à l'autre sa manière de voir et qu'on recherche un maximum d'équité. Ce qui signifie aussi que ce n'est pas seulement aux *gadje* de faire le chemin, c'est 50/50.

LES MÉDIATEURS

Une autre question est celle de savoir si le médiateur doit être un *gadjo*, un Rom, un Gitan. Mon avis est qu'il n'y a pas à imposer d'ethnisation dans le profil de poste. On entre dans une attitude discriminatoire si l'on commence à dire, « Ce doit être absolument un *gadjo* », ce qui signifie que je suis Rom et que je n'ai pas accès à cette activité. Il en va de même, si je suis *gadjo*, que je dispose des compétences et que ça m'intéresse, mais que je n'ai pas le droit d'accéder à ce métier. On voit cela dans certaines collectivités où pour être médiateur il faut absolument appartenir à la communauté visée ou l'inverse. Croyez-moi, pour avoir été, moi Manouche, médiateur auprès des Gens du voyage, ce n'est pas plus facile que quand on est *gadjo*. En revanche, la mixité des médiateurs est pertinente. D'abord parce que cela permet de sortir un peu le nez du guidon et que le regard extérieur permet d'éviter de s'enfermer dans ses actions. Et puis dans l'échange avec un collègue on connaît mieux l'institution et les codes culturels s'il appartient à ce monde-là. C'est l'occasion d'apporter des pistes de réflexion et de compréhension sur le sens des comportements, sur le fait que parfois les Gens du voyage ou les Roms agissent de telle ou telle manière qui paraît incompréhensible de l'extérieur.

Gardons en tête cependant qu'un médiateur n'est pas un

homme à tout faire. Il ne peut pas tout faire, tout le temps et pour n'importe qui. La volonté de spécifier l'action remplit un objectif bien précis. Ce n'est certes pas d'enfermer le public dans ses spécificités mais de lui permettre d'accéder par étapes aux droits communs. Il ne s'agit pas d'assistanat et les familles qui souhaitent être accueillies par un médiateur interprète ou un médiateur social doivent pouvoir le faire, l'important étant que la médiation serve de tremplin comme peuvent l'être aujourd'hui les camions-école. (Ce qu'ils n'ont pas toujours été puisque parfois la scolarisation des Gens du voyage sous cette forme se prolongeait tellement qu'il ne nous était pas possible d'accéder, après, à l'école ordinaire.) C'est la même chose avec les médiateurs. Ils doivent intervenir pendant un temps déterminé.

À Nantes, un médiateur qui travaille sur la question de l'emploi, un autre sur la santé, un autre sur l'accès à l'éducation, etc. Il en arrivera d'autres mais c'est très compliqué d'expliquer qu'il en faut plus pour être plus efficace. Effectivement, si cela représente un coût à court terme, c'est capital pour l'inscription, à long terme, des gens dans la cité. Cette spécialisation des médiateurs est importante dans le sens où il faut consacrer beaucoup de temps à la découverte des arcanes institutionnelles. Quand on est français sédentaire, c'est déjà très compliqué, alors imaginez quelqu'un qui doit développer une connaissance de toutes ces institutions et de tous leurs dispositifs. L'objectif, dans le développement des médiateurs spécifiques est aussi d'éviter le clientélisme social. En France on est parfois dans la mécanique du « chacun ses pauvres », de la chasse gardée : « Les Tsiganes, les Gens du voyage, les Roms, c'est mon public, je maîtrise, je gère... » À un moment, il faut se dire les choses en face : il y a un vrai danger de tomber dans cette *appropriation* et de se penser incontournable. Cela a souvent comme conséquence que la non-répartition des rôles induit un flou institutionnel fondamental et surtout un manque de coordination dramatique. On le voit sur Nantes, par exemple, où il y a des

gens qui sont accueillis trois fois par trois institutions qui ne se coordonnent pas et où, finalement, le service social rendu n'est pas cohérent. Ailleurs aussi, bien sûr.

F INANCEMENTS

Cela coûte cher c'est vrai, mais il faut savoir ce que l'on veut. Les institutions et les acteurs sociaux ont un travail à faire. Il n'y a pas que la médiation, pas que le travail en direction des populations vivant dans la précarité qui coûte de l'argent. Les Gens du voyage aussi, certainement, mais ils ne maîtrisent pas les enjeux des financements, des subventions et des politiques sociales qui sont mis en place.

Il doit être clair qu'un médiateur pour les Roms n'est pas un médiateur pour les Gens du voyage, que la problématique des Roms et des Gens du voyage n'est pas simplement qu'ils aillent ou n'aillent pas à l'école, qu'ils parlent ou ne parlent pas la langue locale, qu'ils aient ou non accès à la santé, ce n'est pas le problème de l'habitat... Il est clair que tous ces problèmes sont intimement liés et que la coordination qui permettrait l'inscription territoriale manque. On parle bien ici de « grands pauvres », de gens qui vivent dans des bidonvilles, en France, dans les périphéries des grandes cités (évidemment, ça fait trop sale en centre-ville !). Alors, oui, la mise en place d'un dispositif a un coût mais au regard des enjeux, à mon sens, un coût acceptable.

Il faut encore souligner que la majorité des médiateurs ont des statuts précaires. (En France, il y a quelque 130 postes de médiateur plus ou moins spécialisés sur la question des Gens du voyage et des Roms.) On a donc des « précaires » qui accompagnent des « précaires », sur des emplois aidés, des emplois trempins, ce qui donne une idée à la fois de la considération professionnelle qu'on a pour les médiateurs et du respect qu'on a envers les bénéficiaires. Si l'on fait le compte de ce que les médiateurs doivent acquérir comme compétences et développer comme stratégies, on se rend compte qu'il leur faudrait une formation lourde. Or, quand on veut payer des gens au rabais, on ne prend pas forcément les mieux formés et ceux qui vont rester sur le poste.

Ces médiateurs ont très peu de visibilité sur leur avenir professionnel. Ils se lassent, malgré leur bonne volonté, devant l'énormité des difficultés et se retrouvent parfois devant des dangers physiques et psychologiques très importants. Nous avons connaissance, par exemple, d'un média-

teur pour les Gens du voyage qui exerce depuis deux ans. C'est quelqu'un de très fort mais il est en dépression. On lui demande tout le temps de faire tout et n'importe quoi. Vis-à-vis de sa famille, cela pose des problèmes. La conséquence c'est qu'une fois il se fait taper dessus par la mairie, une autre fois par sa famille, et cela parce qu'il n'y a pas de coordination, parce que fondamentalement sont en question le sens et l'objectif de son action. Il sert sans doute d'alibi à l'institution qui l'emploie.

Pourquoi a-t-on autant de difficultés à mettre en place des médiateurs interculturels pour ces populations en France? Je crois que cela dépasse les dynamiques de connaissance et de reconnaissance. Je crois que nos institutions ne sont peut-être pas tout à fait assez « mobiles ». Pour reprendre l'exemple de l'école, on peut observer que quand un enfant arrive avec un savoir familial, on n'en fait souvent rien. Quelle place l'institution laisse-t-elle à cet enfant, à ce savoir? Très peu. L'organisation reste figée.

Au fond, la question ne serait-elle pas: « Est-ce que les Roms tout comme les Gens du voyage qui vivent en France et qui appartiennent en grand nombre au monde de la grande pauvreté, sont dignes d'une médiation interculturelle? Qu'ils soient français ou non? »

Pour que les choses évoluent positivement, plusieurs changements de posture sont indispensables dans notre société.

- À force de parler de la culture et de tout culturaliser, voir ethniciser, il semble que l'on oublie pourquoi on est là, et qu'il s'agit bien de précarité, d'exclusion et de discrimination contre lesquelles on doit lutter.
- La diversité prônée par les politiques doit être ouverte et intégrer les Gens du voyage et les Roms.
- Les discours sur les droits de l'homme doivent se traduire en actes: le combat de la dignité humaine est plus important que les enjeux électoralistes. À moins que l'électorat ait plus de valeur que les exclus?
- Il convient de laisser une place digne et réelle aux populations concernées que ce soit sur la scène publique ou politique comme en matière de production d'intelligence. Et surtout cesser de parler à leur place.

La question de la place des Gens du voyage et des Roms reste politiquement et socialement incorrecte. ■

■ VINCENT RITZ NARA

Responsable de formation, Centre interculturel de Nantes,
administrateur de l'association Regards